



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quarante-deuxième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Lundi 5 juin 1967,
à 10 h 55

NEW YORK

S O M M A I R E

Page

Point 20 de l'ordre du jour:

*Demandes et renouvellements de demandes
d'admission au statut consultatif présentées
par des organisations non gouvernementales
Rapport du Comité chargé des organisations
non gouvernementales. 97*

Président: M. Milan KLUSÁK
(Tchécoslovaquie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Belgique, Cameroun, Canada, Dahomey, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Guatemala, Inde, Iran, Koweït, Libye, Maroc, Mexique, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Brésil, Cuba, Indonésie, Pays-Bas, République socialiste soviétique d'Ukraine, Yougoslavie.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé.

POINT 20 DE L'ORDRE DU JOUR

Demandes et renouvellements de demandes d'admission au statut consultatif présentées par des organisations non gouvernementales (E/L.1159/Rev.1)

RAPPORT DU COMITE CHARGE DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (E/4321)

1. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie) propose de supprimer les mots "ne pas" au paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution recommandé par le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales (E/4321, par. 40). Le Conseil économique et social a toujours admis sans discussion la plupart des organisations professionnelles au statut consultatif et il n'a jamais refusé d'admettre une organisation ayant une audience aussi large que l'Association internationale des juristes démocrates. Une organisation analogue, la Commission internationale de juristes, organisation pro-occidentale composée de juristes appartenant à des pays ayant un système capitaliste de gouvernement, qui a reçu récemment, à sa connaissance ou à son insu, un appui financier des services de renseignement d'un certain Etat, a été admise sans difficulté au statut consultatif. On commettrait un déni de justice

en refusant ce privilège à un groupe de juristes appartenant à des pays dotés d'un système socialiste de gouvernement.

2. Au cours du débat que le Comité chargé des organisations non gouvernementales a consacré à la question, la délégation tanzanienne a constaté avec inquiétude que les arguments formulés contre l'Association internationale des juristes démocrates ne concernaient pas sa compétence professionnelle ni son aptitude à faciliter la tâche du Conseil, mais le fait qu'elle suivait la politique des pays de l'Europe de l'Est. Les antécédents du Comité montrent que les pays occidentaux, en raison de leur prépondérance à l'ONU à une certaine époque, ont pu empêcher systématiquement toute association entre le Conseil et des organisations non gouvernementales qui avaient leur siège dans un pays socialiste d'Europe orientale et qui avaient adopté la doctrine du socialisme. Cependant, au cours des 10 dernières années, on a fait de grands efforts dans tous les organismes des Nations Unies pour rétablir l'équilibre et faire régner une plus grande justice dans les activités de l'ONU. Le principe de l'universalité devrait être le critère essentiel de l'association d'organisations non gouvernementales aux travaux de l'ONU. En conséquence, si le Conseil admet un groupe occidental de juristes au statut consultatif, il doit également admettre un groupe socialiste. C'est une erreur d'affirmer que l'Association internationale des juristes démocrates n'est pas suffisamment représentative ou qu'elle représente une certaine philosophie politique. L'Association, qui compte des adhérents dans tous les pays, groupe des juristes qui cherchent à améliorer les conditions dans lesquelles ils exercent leur profession en travaillant à la réalisation des objectifs et des buts de l'Organisation des Nations Unies. Un rejet de sa demande ne pourrait signifier qu'un retour aux aspects les plus odieux de la politique de guerre froide.

3. Bien que la délégation tanzanienne ait parfois l'impression que certaines organisations non gouvernementales demandant leur admission au statut consultatif auprès du Conseil économique et social cherchent davantage à se donner de l'importance qu'à servir les objectifs de l'Organisation des Nations Unies, elle s'est abstenue, par respect du principe de l'universalité, de voter contre ces organisations, car elle estime que plus il y aura d'organisations non gouvernementales associées à l'ONU, mieux on connaîtra les activités de celle-ci. La délégation tanzanienne pense également que, malgré la pratique suivie jusqu'ici, le Comité chargé des organisations non gouvernementales devrait présenter au Conseil une série de recommandations plutôt qu'un projet de résolution.

4. Par respect du principe de l'universalité et dans un souci d'honnêteté et de justice, le Conseil devrait donner une suite favorable à la troisième demande

d'admission au statut consultatif présentée par l'Association internationale des juristes démocrates.

5. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) dit que sa délégation ne peut appuyer le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution recommandé par le Comité chargé des organisations non gouvernementales, car elle estime que le Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation, qui s'occupe spécialement d'un aspect des activités du Conseil, ne devrait pas être reclassé de la catégorie B à la catégorie A, cette dernière étant réservée aux organisations qui, d'une manière générale, s'intéressent à la plupart des activités du Conseil.

6. La délégation du Royaume-Uni ne peut appuyer l'amendement oral de la République-Unie de Tanzanie ni le paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution, car elle estime qu'une organisation non gouvernementale ne devrait pas servir de porte-parole à un gouvernement en se contentant de faire écho à son opinion.

7. M. NASSINOVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) appuie les observations du représentant de la République-Unie de Tanzanie en ce qui concerne l'Association internationale des juristes démocrates. L'admission de cette association doit être considérée comme faisant partie de l'ensemble plus vaste de questions relatives aux organisations non gouvernementales et à la place qu'elles occupent dans l'ensemble des activités de l'Organisation des Nations Unies. Comme le montre l'annexe III au rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales, il existe actuellement 190 organisations de ce genre, soit une diminution inexplicable de près de 200 par rapport à l'année précédente. La majorité écrasante des organisations énumérées, peut-être jusqu'à 95 p. 100 d'entre elles, recrutent leurs adhérents dans des pays occidentaux et ont leur siège dans des pays occidentaux. Cette situation unilatérale est d'autant plus grave que, par suite de l'opposition des pays occidentaux, on ne fait pas grand-chose pour rendre les organisations non gouvernementales plus représentatives.

8. L'Association internationale des juristes démocrates est une organisation internationale très étendue qui a des filiales dans 44 pays, dont les Etats-Unis. Elle expose ses propres vues sur d'importantes questions juridiques, appuie l'Organisation des Nations Unies et ses principes et ne peut que faciliter la tâche du Conseil. Si on refuse à l'Association le statut consultatif dont bénéficie la Commission internationale de juristes, organisation partielle subventionnée par un service de renseignement qui attaque sans raison certains pays, y compris le sien, le Conseil ne connaîtra l'opinion que d'un groupe très restreint qui ne représente ni l'opinion mondiale ni les vues de la profession exprimées dans d'autres pays.

9. M. Nassinovsky sait par expérience comment fonctionne l'Association internationale des juristes démocratiques, avec quelle efficacité elle diffuse les idées et les principes dont s'inspire l'Organisation des Nations Unies et combien elle appuie l'action menée par l'ONU pour maintenir la paix et la sécurité internationales et faire progresser la cause des droits de l'homme. L'Association, qui a un caractère démocratique, est pleinement apte à participer efficacement

aux travaux de l'ONU. M. Nassinovsky appuie en conséquence l'amendement de la République-Unie de Tanzanie.

10. M. VARELA (Panama) apprécie la modération dont le représentant de la République-Unie de Tanzanie a fait preuve dans sa déclaration, qui contraste avec celle qu'il a faite au Comité pour appuyer la demande présentée par l'Association internationale des juristes démocrates. Tout en reconnaissant que l'Organisation des Nations Unies a été créée pour favoriser le dialogue entre tous les pays du monde, quelle que soit leur idéologie, M. Varela a voté au Comité contre l'octroi du statut consultatif de la catégorie B à l'Association parce que le représentant de celle-ci n'a pas répondu d'une manière satisfaisante à une série de questions qu'il lui avait posées et qu'il s'agit manifestement d'une association de juristes socialistes alors qu'elle s'intitule association de juristes démocrates. Comme rien n'est venu modifier son opinion depuis le débat du Comité, il votera contre l'admission de l'Association.

11. M. FORSHELL (Suède) dit que la demande de reclassement présentée par le Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation met sa délégation dans une situation délicate. Le Conseil international accomplit un excellent travail et a pleinement mérité sa reconnaissance sur le plan international. Mais le paragraphe 16 de la résolution 288 B (X) demande au Conseil économique et social de distinguer entre les organisations qui "s'intéressent au premier chef à la plupart des activités du Conseil" (catégorie A) et celles qui ont une "compétence particulière et qui s'occupent spécialement de certains domaines d'activité du Conseil" (catégorie B). La distinction entre les catégories A et B a donc un caractère purement quantitatif et on voit difficilement comment le Conseil international pourrait être reclassé dans la catégorie A telle qu'elle est définie par la résolution. Cette situation montre bien la nécessité de reviser les critères que doit appliquer le Conseil pour établir des relations aux fins de consultations.

12. M. Forshell propose que le Conseil remette à l'année suivante sa décision relative à la demande du Conseil international; à cette époque-là, on aura étudié tous les aspects de la situation et le Conseil sera peut-être saisi de propositions précises concernant les changements de catégorie des organisations non gouvernementales.

13. Si de solides arguments incitent à donner suite à la nouvelle demande d'admission de l'Association internationale des juristes démocrates, on a également des raisons d'hésiter. Là encore, un examen de la situation d'ensemble pourrait apporter des éclaircissements. La délégation suédoise s'abstiendra donc sur ce point, comme elle l'a fait au Comité chargé des organisations non gouvernementales.

14. M. JURZA (Tchécoslovaquie) dit que le fonctionnement du Comité chargé des organisations non gouvernementales s'est récemment amélioré. L'attitude plus objective qu'il a adoptée à l'égard des organisations non gouvernementales est due sans aucun doute à l'augmentation du nombre de ses mem-

bres qui permet une représentation plus large et plus équitable.

15. La délégation tchécoslovaque se félicite de la décision du Comité de recommander au Conseil de faire droit à la demande d'admission au statut consultatif dans la catégorie B formulée par la Fédération démocratique internationale des femmes. La Fédération est une organisation internationale déjà ancienne et bien connue, qui représente 200 millions de femmes appartenant à 76 pays, quelles que soient leur race, leur nationalité ou leur opinion religieuse ou politique; elle est en fait la plus vaste organisation féminine dans le monde. Elle s'occupe de tous les problèmes de la femme qui sont de la compétence du Conseil économique et social et particulièrement de la Commission de la condition de la femme; elle exerce une large gamme d'activités destinées à améliorer la condition de la femme et de l'enfant et à défendre la paix, la démocratie et l'indépendance nationale. Ses buts et desseins sont conformes à ceux de la Charte des Nations Unies. Elle collabore avec de nombreuses institutions spécialisées, s'intéresse beaucoup aux activités des Nations Unies et tient à contribuer, dans toute la mesure de ses moyens, aux efforts déployés par l'ONU pour améliorer la condition de la femme. Elle remplit par conséquent toutes les conditions exigées par le Conseil pour l'admission au statut consultatif de la catégorie B et la proposition qui la concerne doit être adoptée.

16. La délégation tchécoslovaque n'est pas satisfaite de la recommandation du Comité concernant l'Association internationale des juristes démocrates, car elle ne saurait passer pour objective ou pertinente. L'Association est une importante organisation internationale non gouvernementale d'une solide réputation bien établie et une des associations de juristes les plus importantes, qui a plus de 25 000 membres dans de nombreux pays dotés de régimes politiques et économiques différents. Ses buts et desseins sont conformes à la Charte des Nations Unies et comprennent la défense des droits et libertés démocratiques, l'indépendance de tous les peuples, la paix et la coopération internationale. Depuis 1965, elle est dotée du statut consultatif de la catégorie C auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et collabore, en outre, avec les Nations Unies et diverses organisations de juristes. En janvier 1967, l'Association a célébré son vingtième anniversaire au siège de l'UNESCO, à Paris, et de nombreux hommes politiques et juristes éminents ont pris part aux cérémonies. L'Association jouit d'une autorité mondiale.

17. C'est pourquoi la délégation tchécoslovaque demande-t-elle à ceux qui se sont opposés à l'octroi du statut consultatif à cette organisation de réexaminer leur position. Une décision favorable du Conseil contribuerait à normaliser la situation actuelle dans laquelle la liste des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif est totalement déséquilibrée pour ce qui est de la représentation des différentes opinions et, indirectement, des différentes régions.

18. M. UY (Philippines) dit que, conformément à la résolution 288 B (X), les arrangements aux fins de consultations avec les organisations non gouverne-

mentales ont été établis au premier chef pour permettre au Conseil d'établir des contacts directs avec les populations dont l'existence dépend de ses activités. Le progrès économique et social, qui est l'objectif principal du Conseil, l'emporte sur toute considération politique. Aussi l'admission d'une organisation non gouvernementale au statut consultatif auprès du Conseil est-elle subordonnée à trois conditions seulement: l'organisation doit s'occuper de questions qui relèvent de la compétence du Conseil économique et social, elle doit s'engager à aider l'Organisation des Nations Unies dans son œuvre et ne pas être un organisme gouvernemental. Si elle satisfait à ces trois exigences, son idéologie n'a pas d'importance. En fait, les objectifs du Conseil seront d'autant mieux servis que la liste d'organisations non gouvernementales sera plus représentative des idéologies répandues dans le monde; car on obtiendra ainsi un reflet plus fidèle des préoccupations des habitants des Etats Membres.

19. La délégation philippine appuie l'ensemble du projet de résolution présenté au Conseil par le Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/4321, par. 40). Elle appuie la nouvelle demande de l'Association internationale des juristes démocrates, qui s'est engagée à agir conformément à la Charte des Nations Unies et à aider l'Organisation des Nations Unies dans son œuvre et remplit par conséquent les conditions exigées pour l'admission au statut consultatif. En revanche, la délégation philippine s'oppose à la demande de reclassement dans la catégorie A du Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation, qui remplit uniquement les conditions exigées pour l'admission à la catégorie B, telles qu'elles sont énoncées au paragraphe 16, alinéa b, de la résolution 288 B (X).

20. M. CONSTANTIN (Roumanie) dit que le Conseil se doit de réparer l'injustice dont a été victime l'Association internationale des juristes démocrates en l'admettant au statut consultatif de la catégorie B. L'Association est l'une des organisations de juristes les plus vastes du monde et elle s'est illustrée au cours des 20 dernières années en défendant les principes du droit international et de la Charte des Nations Unies. La gamme de ces activités et le fait que ses adhérents sont ressortissants de pays dotés de régimes économiques et sociaux différents prouvent son universalité. Il est de l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies d'être en mesure de consulter des organisations représentant toutes les opinions. Aussi la délégation roumaine votera-t-elle pour l'amendement tanzanien au paragraphe 7 du projet de résolution présenté par le Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/4321, par. 40).

21. M. Constantin se réjouit de la décision du Comité de recommander au Conseil de donner suite à la nouvelle demande d'admission au statut consultatif de la catégorie B formulée par la Fédération démocratique internationale des femmes. La Fédération, qui compte plus de 200 millions d'adhérentes dans les pays de tous les continents, sans distinction de race, de nationalité ou d'opinion religieuse ou politique, est bien placée pour défendre les droits de l'homme et se faire le champion de l'égalité de la femme dans le monde entier. En faisant droit à la

nouvelle demande, le Conseil fera un nouveau pas vers la réalisation des principes de la Charte relatifs aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales de l'humanité tout entière.

22. M. COX (Sierra Leone) estime que le Conseil économique et social n'a pas à poser la question des opinions politiques des organisations non gouvernementales. La liste qui figure dans l'annexe III du document E/4321 doit refléter une gamme aussi large que possible d'idéologies et, partant, procurer au Conseil les avantages de la diversité. Seule la tolérance en matière d'idéologie peut sauver le monde du désastre. En sa qualité de pays non aligné, le Sierra Leone appuiera l'amendement tanzanien au paragraphe 7 du projet de résolution recommandé par le Comité chargé des organisations non gouvernementales.

23. M. KOTSCHNIG (Etats-Unis d'Amérique) dit que, pour ce qui est de l'amendement de la République-Unie de Tanzanie au paragraphe 7 du projet de résolution, la délégation des Etats-Unis votera comme elle l'a fait au Comité chargé des organisations non gouvernementales. Son opposition — qui porte également sur le paragraphe 6, sur lequel il demande un vote distinct — n'est pas due au fait que les organisations non gouvernementales en question s'inspirent d'idées politiques des pays socialistes d'Europe orientale. Sa délégation reconnaît que la liste d'organisations non gouvernementales ne doit pas refléter un seul point de vue; ainsi, elle a voté pour l'admission de la Fédération syndicale mondiale au statut consultatif de la catégorie A. Aussi ne s'agit-il pas de tenir à l'écart une organisation uniquement parce qu'elle représente les vues des pays socialistes d'Europe orientale. La délégation des Etats-Unis s'oppose à l'admission de l'Association internationale des juristes démocrates et de la Fédération démocratique internationale des femmes parce que ces organisations ont fréquemment agi à l'encontre de l'esprit et des buts de l'ONU. Le représentant de l'Union soviétique a fait observer que les sièges de nombreuses organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif ont leur siège dans les pays occidentaux. Toutefois, cela n'est pas dû à une tentative délibérée d'admettre les seules organisations qui s'inspirent d'idées occidentales; il en est ainsi tout simplement parce que les organisations non gouvernementales sont beaucoup plus nombreuses en Occident, où il est traditionnel de former de telles associations.

24. S'agissant de la demande du Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation, le représentant des Etats-Unis souscrit à la suggestion du représentant de la Suède tendant à différer la décision. Le Conseil international, qui a apporté une contribution remarquable au travail de divers organes du Conseil dans son domaine de compétence propre, réunit toutes les conditions exigées pour l'admission à la catégorie B telles qu'elles sont définies dans la résolution 288 B (X) du Conseil; faire droit à sa demande de reclassement affaiblirait le caractère de la catégorie A, qui est prévue pour les organisations s'intéressant au premier chef à "la plupart des activités du Conseil". Cela tendrait aussi peut-être à affaiblir la portée du travail important

accompli par le Conseil international dans le domaine où sa compétence est remarquable. Il est donc préférable de renvoyer l'examen de la demande jusqu'à ce que le Conseil ait précisé les critères à appliquer pour distinguer les catégories A et B.

25. M. ATTIGA (Libye) note que les raisons avancées devant le Comité chargé des organisations non gouvernementales pour justifier le rejet de demandes d'admission ont été le plus souvent de nature politique. On a également suggéré que certaines organisations n'avaient pas un caractère strictement non gouvernemental. Mais le Conseil n'a pas encore établi de critères nets et objectifs sur lesquels on puisse se guider pour accepter ou rejeter les demandes des organisations non gouvernementales. Il est évident qu'un grand nombre d'organisations auxquelles le statut consultatif a été déjà accordé ne peuvent prétendre être apolitiques ou libres de tous liens avec des gouvernements. Il est donc regrettable que certaines délégations fassent de l'affiliation politique la raison principale du rejet des demandes d'admission de certaines organisations. De tels critères n'ont pas été appliqués systématiquement par le passé et ils ne devraient pas l'être tant que le Conseil n'aura pas défini une base objective pour l'évaluation des demandes.

26. M. KOTSCHNIG (Etats-Unis d'Amérique) propose, compte tenu des vues exprimées par le représentant de la Suède, de modifier comme suit le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution présenté par le Comité chargé des organisations non gouvernementales: "Décide de différer d'un an l'examen de la demande de reclassement de la catégorie B à la catégorie A présentée par le Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation".

27. M. JHA (Inde) propose que les mots "Congrès du monde islamique" soient supprimés au paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution et insérés au paragraphe 1, après les mots "Union internationale chrétienne des dirigeants d'entreprises". De l'avis de sa délégation, le Congrès du monde islamique est une organisation politique, sans le moindre semblant d'activité culturelle, de caractère extrêmement réactionnaire, dans toute l'acceptation du terme, et qui constitue une menace non seulement pour la paix et le progrès en général, mais aussi pour la paix dans une certaine région du monde. Plusieurs demandes d'admission au statut consultatif se sont heurtées à une opposition au Comité chargé des organisations non gouvernementales parce qu'on a estimé que les organisations qui les ont présentées représentent un éventail limité d'opinions; cette expression s'applique pleinement au Congrès du monde islamique, sans parler de son sectarisme et de son fanatisme religieux, de la manière douteuse dont il est financé et des antécédents louches de ses dirigeants.

28. L'objectif avoué de l'organisation est de faire connaître au monde les sentiments des dirigeants musulmans; mais, certes, les gouvernements peuvent difficilement accepter que leurs fonctions soient ainsi usurpées. De plus, la liste de ses dirigeants fait apparaître le Congrès du monde islamique comme une organisation intergouvernementale, plutôt que

non gouvernementale. Il prétend également vouloir ôter aux musulmans du monde entier leurs préjugés mutuels; mais c'est là un but qui n'a pas grand-chose à voir avec la lutte pour le progrès économique et social. Des doutes semblables à ceux que cette organisation inspire à M. Jha ont déjà été exprimés lors des séances du Comité. M. Jha note que le représentant du Congrès du monde islamique, qui a pris la parole devant le Comité, a été membre permanent de la délégation d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies.

29. Les affiliations politiques ne sont pas mentionnées au paragraphe 2 de la résolution 288 B (X) du Conseil économique et social, où sont énumérés les domaines auxquels les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif doivent s'intéresser. Un grand nombre d'organisations non gouvernementales ont des préoccupations politiques, mais il est certain qu'aucune ne prétendrait, comme l'organisation en question, avoir le droit d'être active dans le domaine politique. Le paragraphe 3 de la même résolution précise que les buts des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif doivent être conformes à l'esprit, aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies; il ne semble pas possible de satisfaire à ce critère si l'on prend parti dans des querelles regrettables entre voisins.

30. Le Conseil ne peut donc accorder le statut consultatif à une organisation qui méconnaît les principes de la Charte. Le représentant de l'Inde regrette, quant à lui, qu'aucune organisation représentant le monde musulman ne soit actuellement dotée du statut consultatif auprès du Conseil, et il serait heureux d'appuyer une demande d'admission émanant de pratiquement n'importe quelle autre organisation musulmane.

31. M. HUDA (Pakistan) regrette que le représentant de l'Inde ait jugé bon de rouvrir la discussion qui s'était achevée au Comité, d'autant plus qu'il l'a fait avec virulence et pour des raisons politiques. Le Congrès du monde islamique n'est pas une organisation purement politique, et son objectif principal est d'encourager les activités culturelles de tous les Musulmans.

32. M. ATTIGA (Libye) juge regrettable que l'on invoque encore des raisons politiques à propos de demandes d'admission au statut consultatif, puisque le Conseil n'a pas établi de critères objectifs à partir desquels il puisse se prononcer sur ces demandes. Il n'est pas possible de prendre une décision dans des cas particuliers sans s'assurer d'abord que les organisations qui sont déjà dotées du statut consultatif répondent aux critères que l'on applique. A cet égard, l'examen d'ensemble que le représentant de la République-Unie de Tanzanie a proposé dans son projet de résolution (E/L.1159/Rev.1) semble être tout à fait opportun.

33. M. JURZA (Tchécoslovaquie) dit que sa délégation s'est abstenue lorsque la demande d'admission du Congrès du monde islamique a été mise aux voix au Comité, estimant qu'il lui faudrait être mieux renseigné sur les activités de cette organisation. Etant donné la controverse à laquelle cette demande semble donner lieu, il semble préférable que son examen soit

différé d'un an, comme le représentant de l'Inde l'a suggéré.

34. M. HUDA (Pakistan) estime que, si l'on diffère l'examen de certaines demandes du simple fait qu'elles prêtent à controverse, un précédent très sérieux sera créé.

35. Le PRESIDENT invite le Conseil à voter sur l'amendement de la République-Unie de Tanzanie tendant à supprimer les mots "nepas" au paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution contenu dans le rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/4321, par. 40).

Sur la demande du représentant de l'Union soviétique, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la Tchécoslovaquie, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Tchécoslovaquie, Inde, Koweït, Libye, Mexique, Maroc, Pakistan, Philippines, Roumanie, Sierra Leone, Union des Républiques socialistes soviétiques, République-Unie de Tanzanie.

Votent contre: France, Guatemala, Panama, Pérou, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Venezuela, Belgique, Canada.

S'abstiennent: Dahomey, Gabon, Iran, Suède, Turquie, Cameroun.

Par 12 voix contre 9, avec 6 abstentions, l'amendement est adopté.

36. Le PRESIDENT invite le Conseil à voter sur l'amendement des Etats-Unis tendant à substituer les mots "différer d'un an l'examen de" aux mots "donner suite à" au paragraphe 2 du dispositif.

Par 13 voix contre 7, avec 7 abstentions, l'amendement est adopté.

37. Le PRESIDENT invite le Conseil à voter sur l'amendement de l'Inde tendant à déplacer les mots "Congrès du monde islamique" du paragraphe 4 au paragraphe 1 du dispositif.

Sur la demande du représentant de l'Inde, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Mexique, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Roumanie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Tchécoslovaquie, Inde.

Votent contre: Mexique, Maroc, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Sierra Leone, Turquie, Venezuela, Cameroun, Guatemala, Iran, Koweït, Libye.

S'abstiennent: Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Canada, Dahomey, France, Gabon.

Par 14 voix contre 4, avec 9 abstentions, l'amendement est rejeté.

38. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) demande un vote séparé sur le paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution.

Sur la demande du représentant de l'Union soviétique, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par l'Inde, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Inde, Iran, Koweït, Libye, Mexique, Maroc, Pakistan, Pérou, Philippines, Roumanie, Sierra Leone, Suède, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, République-Unie de Tanzanie, Tchécoslovaquie.

Votent contre: Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Canada.

S'abstiennent: Panama, Venezuela, Cameroun, Dahomey, France, Gabon, Guatemala.

Par 16 voix contre 4, avec 7 abstentions, le paragraphe 6 du projet de résolution est adopté.

Par 25 voix contre zéro, avec 2 abstentions, l'ensemble du projet de résolution, tel qu'il a été modifié, est adopté.

39. M. ATTIGA (Libye) dit que sa délégation a voté de manière impartiale, convaincue qu'aucune considé-

ration politique ne peut décider de l'acceptation ou du rejet de demandes d'admission au statut consultatif.

40. M. COX (Sierra Leone) dit que sa délégation s'est refusée à tenir compte de considérations politiques en votant sur le projet de résolution. Il faut, à son avis, faire preuve de tolérance, afin que des points de vue très divergents soient représentés lorsqu'on s'efforce de résoudre les problèmes auxquels le Conseil doit faire face.

41. M. CHAMFOR (Cameroun) dit que dans le passé sa délégation a toujours voté contre les demandes d'admission de l'Association internationale des juristes démocrates et de la Fédération démocratique internationale des femmes, estimant que les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif doivent non seulement accepter de se conformer aux principes de la Charte, mais aussi les appliquer dans la pratique. Si elle s'est maintenant abstenue lors du vote sur les paragraphes intéressant ces organisations, c'est parce qu'il lui a semblé qu'elles sont décidées à agir d'une manière plus conforme à ces principes.

La séance est levée à 13 h 20.